



## Réponse du parti FNL sur la déclaration de HRW du 14 août 2014

Le parti FNL saisit la présente occasion pour dénoncer avec énergie la manœuvre de l'organisation **Human rights watch**, « HRW » en sigle, visant manifestement à court-circuiter les mécanismes de la justice transitionnelle convenus entre les burundais eux-mêmes par les accords d'Arusha et à encourager les règlements de compte politiques dans notre pays au détriment des efforts pour mettre fin une fois pour toutes au cercle vicieux de l'injustice, de la violence et de l'impunité.

Cette manœuvre mise en cause s'est matérialisée dans la déclaration de « HRW », publiée le 14 août 2014 et qui, en violation flagrante du principe de la présomption d'innocence, gratuitement, accuse et condamne à la fois des individus pour le massacre des congolais, survenu à GATUMBA en août 2004.

Dans son réquisitoire incisif et partial, Daniel BEKELE, Directeur de la Division Afrique à HRW, signe notamment que « *les meurtres ont été documentés, et pourtant, dix ans plus tard, personne n'a été traduit en justice* ». En violation du principe de la justice universellement établi de la présomption d'innocence, il se permet d'accuser nommément Agathon RWASA, sans étayer son réquisitoire par des preuves fiables.

En notre qualité de Président et Représentant Légal du parti FNL, nous aimerions porter à la connaissance des Burundais et de la Communauté internationale les observations suivantes :

1. L'organisation HRW normalement respectée et reconnue pour la noblesse de ses objectifs et établie au Burundi depuis plusieurs années, fait semblant d'ignorer et passe sous silence le contexte de guerre civile dans lequel tous les faits se sont déroulés. Elle ne dit rien sur où, quand et comment elle aurait mené ses enquêtes sur des individus sans jamais les écouter, se contentant des informations glanées par ici et par-là dans les versions gouvernementales ayant un agenda politique évident d'écarter et d'éliminer par tous les moyens ses concurrents politiques les plus crédibles dans la compétition des élections prochaines de 2015. Or, dans le cas d'une guerre civile, nous sommes unanimes avec HRW que ce sont les victimes civiles qui payent toujours le plus lourd tribut ce que nous condamnons toujours avec la plus grande énergie. D'où, la nécessité des enquêtes minutieuses, approfondies, étant donné que le Burundi entier compte des « **GATUMBA** » par dizaines de milliers sur plus d'une décennie de guerre civile. Nous ne savons pas si c'est cela que monsieur Daniel BEKELE appelle meurtres « documentés » ou si l'histoire du Burundi commence et se termine avec les massacres de Gatumba que nous condamnons.

2. En outre, cette guerre avait des connexions et prolongements sous régionaux dont on doit tenir compte dans toute enquête indépendante. Des réfugiés Burundais ont été massacrés sur le sol zaïrois devenu congolais, les anciens FDD se battaient aussi bien au Burundi qu'en République démocratique du Congo, contre les ex-forces gouvernementales présentes aussi sur le sol congolais à l'époque et aujourd'hui même. Et sur tous ces champs de bataille non lointains de GATUMBA à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, Daniel BEKELE ne peut pas nier qu'il y a eu des morts par centaines de milliers parmi les civils innocents et pas seulement les Banyamulenge, comme cette organisation avocate voudrait le faire entendre. Tués par qui ? Pourquoi ? Aurait-elle déjà fait des enquêtes ? Sous quel mandat ? Voilà les quelques questions auxquelles il faut préalablement répondre avant de se lancer dans des incohérences pareilles incriminant gratuitement des candidats déclarés dans les compétitions électorales prochaines dans le but évident de les disqualifier.
3. La guerre civile- délibérément ignorée par Daniel BEKELE de HRW- qui a coûté la vie aux congolais de Gatumba et des civiles Burundais dans la grande majorité, s'est terminée grâce à un accord global de cessez-le-feu, signé à Dar Es Salaam le 07 septembre 2006. Pierre Nkurunziza a, à la fin, signé comme président de la République pour la partie gouvernementale, en même temps qu'Agathon RWASA signait comme Président pour le Palipehutu-FNL, qui est devenu dans la suite le parti FNL. Coulé dans l'Accord de paix d'ARUSHA de 2000, cet accord donne droit aux parties signataires l'immunité provisoire qui durera jusqu'à la mise en route effective et régulière des mécanismes de la justice transitionnelle. L'esprit et la lettre de cet accord historique qui a permis le retour à la paix sont très clairs là-dessus. Il y avait des témoins internationaux, notamment l'ONU, l'UA et l'initiative régionale pour la paix au Burundi. Est-ce que monsieur Daniel BEKELE se serait donné la peine d'aller contacter les négociateurs, signataires et médiateurs des accords avant de clôturer ses instructions, si instructions il y a eu, sans quoi cette démarche n'est que injustement partielle?
4. Il est impératif de signaler que les crimes d'une gravité et une ampleur de celui de GATUMBA seront instruits et jugés selon les principes sacro-saints du droit pénal international, car ils dépassent les compétences de la justice burundaise dans son état actuel, même s'ils seraient commis par des Burundais, sur le sol Burundais. Dans la matière, on doit garder à l'esprit le principe de la responsabilité individuelle en cas de culpabilité avérée. A ce propos, les enquêtes de HRW via Daniel BEKELE ne disent rien sur la responsabilité directe et individuelle de monsieur Agathon RWASA, dans cette tragédie. Une revendication de Pasteur HABIMANA? Eh bien, si elle est démontrée, elle n'engage que lui-même. Et si HRW ignore ce principe de droit, la personne qui répondrait devant la justice burundaise est Jacques BIGIRIMANA reconnu par le gouvernement du Burundi. Aujourd'hui comme hier, le FNL et son leadership mène un combat politique pour l'instauration effective d'un état de droit ou l'impunité criminelle sera bannie.

5. Au moment même où HRW demande à la justice burundaise de juger ses propres opposants politiques d'aujourd'hui dans un contexte électoral, elle reconnaît implicitement que cette justice est tout sauf indépendante et impartiale, un instrument utilisé pour plutôt violer les droits de l'homme. Ces violations ont été bien documentées par des institutions dont la crédibilité internationale est hors de doute et Daniel BEKELE nous informe périodiquement avec des publications et déclarations allant dans ce sens ces derniers jours, notamment dans son article paru dans Jeune Afrique du 3 Juin 2014 : « Lorsque Pierre Claver Mbonimpa est emprisonné, tous les Burundais sont en danger » (<http://www.hrw.org/fr/news/2014/06/03/lorsque-pierre-claver-mbonimpa-est-emprisonne-tous-les-burundais-sont-en-danger>). En plaçant ainsi sa confiance dans une justice qu'elle sait pertinemment inféodée à l'exécutif de Bujumbura, HRW se contredit, se discrédite et du coup décrédibilise tous ses rapports, y compris ceux contenant certaines vérités évidentes.
6. Si le HRW veut aider les Burundais à se réconcilier sans faire la part belle à l'impunité, rien ne sert à trop se presser. Cette organisation doit garder à l'esprit qu'elle a sur sa table un conflit profondément imbriqué dans les rivalités complexes entre de multiples groupes politico-ethniques de toute la région des Grands-Lacs. Il serait plus sage de bien lire le passé du pays, à tête reposée et sans états d'âme. La déclaration qu'il vient de faire risque d'ouvrir la porte aux enquêtes biaisées, à des conclusions hâtives et à des condamnations gratuites comme toute la communauté internationale l'observe et surtout au moment où les Burundais préparent dans un climat extrêmement tendu des élections qui devraient mettre en place des institutions stables qui se pencheraient à ce passé douloureux.

Avant de terminer notre déclaration, nous aimerions rappeler que monsieur RWASA a condamné avec sa dernière énergie ces massacres ignobles perpétrés à Gatumba et ailleurs dans le pays et dans la région. La défense et la protection des droits de l'homme ont été au cœur de tout le combat du parti FNL pendant plus de trente-quatre ans déjà. Nous n'avons jamais toléré ni prêché l'impunité dans nos rangs, nous ne l'acceptons pas aujourd'hui et nous ne le permettrons pas demain. La mise sur pied des mécanismes d'une justice transitionnelle inclusive font partie des Accords de paix d'Arusha auxquels nous souscrivons.

Notre objectif est d'instaurer une démocratie respectueuse de l'indépendance de la magistrature nationale ainsi que des engagements internationaux pris par le Burundi.

Enfin, nous partageons le même idéal et nous exhortons HRW à s'en tenir à sa noble mission de défense des droits de l'homme contre les violations par des pouvoirs antidémocratiques et répressifs.

Fait à Bujumbura, le 17/08/2014,

Pour le parti FNL

Aimé Magera, porte parole